

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE France INDUSTRIE

ETABLISSEMENT NATIONAL
CHEMIN DE LA PLAINE
89500 Villeneuve-Sur-Yonne

Références : -

Code AIOT : 0005401259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE France INDUSTRIE implanté ZI Chemin de la Plaine 89500 Villeneuve-sur-Yonne. L'inspection a été annoncée le 17/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'établissement.

La thématique principale de la visite d'inspection porte sur les risques accidentels

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE France INDUSTRIE

- ZI Chemin de la Plaine 89500 Villeneuve-sur-Yonne
- Code AIOT : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Air liquide de Villeneuve-sur-Yonne est un site à autorisation. Il exerce les activités principales suivantes :

- conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels ;
- garnissage de bouteilles d'acétylène ; les bouteilles sont de faible contenance sur ce site, entre 0.5 et 11 litres au maximum. Elles sont remplies sous très haute pression (200 bars) ;
- épreuve et équipement de bouteilles de petites capacités.

Le site comporte une zone ATEX uniquement pour le conditionnement du Kyrène.

Le site emploie 40 personnes + une dizaine d'intérimaires.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	POI - Entrainement des équipiers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	POI - Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	EDD	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 51	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Détecteurs de GPL dans l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 54	Sans objet
6	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 55	Sans objet
7	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56	Sans objet
8	Rex incident du 17/09/2023	Autre du 19/09/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités notamment au niveau des

stockages de produits inflammable ou toxique qui trouvent leur origine dans une situation incohérente entre l'arrêt provisoire du stockage et de l'utilisation de certains de ces produits et la non-prise en compte des évolutions réglementaires alors que l'exploitant conserve la possibilité administrative de les stocker et de les utiliser. L'exploitant doit aussi prendre en compte d'ici le 1^{er} janvier 2026 les évolutions réglementaires pour son stockage de GPL et la gestion de ses utilités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 ^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant dispose d'un POI depuis plusieurs années. La version actuelle est en révision depuis le 19 d'août 2024. Cette révision prend en compte les changements de personnels (mutation, démission, embauche) qui assurent des fonctions définies dans le POI. L'exploitant réalise annuellement un exercice. Le dernier exercice date du 17/09/2024 et un compte-rendu qui précise les actions d'amélioration a été établi. Dans ce cadre, le poste de commandement sera relocalisé dans le bâtiment administratif afin d'être hors zone d'effet. L'exploitant dispose de l'autorisation administrative sous le régime déclaratif de stocker de l'ammoniac et de l'hydrogène en bouteille mais n'en stocke plus actuellement. Non-conformité : Le POI mentionne des risques liés aux stockages d'ammoniac et d'hydrogène alors que l'exploitant ne stocke plus ces gaz actuellement. De plus, la zone de stockage de l'hydrogène mentionnée dans le POI a été supprimée dans le cadre de la création de la nouvelle zone de production "Air respirable" objet d'un porter-à-connaissance en 2021/2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se positionner sur l'arrêt ou le maintien du stockage d'ammoniac et d'hydrogène et effectuer les démarches administratives dans le cas de l'arrêt du stockage d'ammoniac et d'hydrogène. Il devra également dans tous les cas mettre à jour son POI selon sa décision sur ces stockages et pour prendre en compte la nouvelle localisation du poste de commandement et l'éventuelle relocalisation du stockage d'hydrogène qui devait être déplacé vers le stockage d'acétylène dans le cadre de la création de la nouvelle zone de production "Air respirable", objet d'un porter-à-connaissance en 2021/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : POI - Entrainement des équipiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a défini plusieurs formations : 1/ Formation générale incendie qui comprend la mise en œuvre des extincteurs pour tout le personnel. La dernière session date de janvier 2023 et un recyclage doit être programmé. 2/ Formation SST pour les 11 personnes qui contribuent à la mise en œuvre du POI. Le recyclage doit être programmé. 3/ Formation au port des ARI pour 6 personnes qui contribuent à la mise en œuvre du POI. La dernière session date de 2023 pour une validité de trois ans. Non-conformité : L'exploitant n'a pas désigné ni entraîné des personnes à la manœuvre des lances du type RIA alors que leur condition d'utilisation diffère suivant l'objectif (extinction ou refroidissement). Le plan incendie qui localise les détecteurs et les moyens de lutte contre l'incendie comporte un erreur au niveau de la localisation du RIA qui défend la zone de stockage des GPL. Les extincteurs ont été vérifiés en novembre 2023 ; toutefois, le coffret contenant deux extincteurs à poudre au niveau du local de chargement des bouteilles en Kyren n'a pas pu être ouvert avec le clef qui se trouvait sur ce coffret.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit désigner et entraîner des personnes à la manœuvre des lances du type RIA afin en particulier qu'elles connaissent leur condition d'utilisation différent suivant l'objectif (extinction ou refroidissement). Il doit également : <ul style="list-style-type: none">• Programmer le recyclage à la formation générale incendie pour tout le personnel et le recyclage de formation pour les 5 personnes qui font office de SST.• Vérifier et mettre à jour le plan incendie qui localise les détecteurs et le moyens de lutte contre l'incendie.• Vérifier l'ensemble des coffrets à clefs contenant des extincteurs pour s'assurer du bon fonctionnement de leur dispositif d'ouverture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : POI - Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent; • Le plan d'opération interne précise : • les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de l'autorisation administrative sous le régime déclaratif de stocker de l'ammoniac en bouteille mais n'en stocke plus actuellement.</p> <p>Non-conformité : Le POI ne comprend pas de dispositions permettant de procéder aux prélèvements et analyses dans l'environnement du site en situation accidentelle liée à une fuite d'ammoniac alors que l'exploitant dispose de l'autorisation administrative sous le régime déclaratif de stocker de l'ammoniac.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur l'arrêt ou le maintien du stockage d'ammoniac et effectuer les démarches administratives dans le cas de l'arrêt du stockage d'ammoniac. Il devra également dans tous les cas mettre à jour son POI selon sa décision sur ce stockage et prévoir, dans le cas où il maintient la possibilité de stockage d'ammoniac, les dispositions permettant de procéder aux prélèvements et analyses dans l'environnement du site en situation accidentelle liée à une fuite d'ammoniac.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : EDD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 51</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, EDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour.</p> <p>L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. « La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour,</p>

<p>sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de l'autorisation administrative sous le régime déclaratif de stocker de l'hydrogène en bouteille mais n'en stocke plus actuellement.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis à jour son étude des dangers dans le cadre du déplacement du stockage d'hydrogène vers le stockage d'acétylène dans le cadre de la création de la nouvelle zone de production "Air respirable", objet d'un porter-à-connaissance en 2021/2022</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur l'arrêt ou le maintien du stockage d'hydrogène et effectuer les démarches administratives dans le cas de l'arrêt du stockage d'hydrogène. Il devra également dans tous les cas mettre à jour son étude de dangers selon sa décision sur ce stockage et prévoir en particulier, dans le cas où il maintient la possibilité de stockage d'hydrogène, la mise à jour de la matrice de criticité des phénomènes dangereux compte tenu de la localisation envisagée du stockage d'hydrogène.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Détecteurs de GPL dans l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un nettoyage trimestriel des capteurs au niveau de la cellule de</p>

mesure. Cette tâche est inscrite dans la GMAO et le dernier nettoyage a été effectué le 28/09/2024. Les capteurs au niveau de la cabine de peinture sont bien orientés vers le bas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs

Prescription contrôlée :

A. L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

B. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

C. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.

Constats :

L'exploitant dispose de nombreux capteurs de type détection incendie ou détection de gaz équipant les ateliers. Ils sont considérés comme des barrières de sécurité dans l'étude de dangers. Ils sont inventoriés et représentés sur un plan disponible dans le POI.

Observations : Afin de respecter l'échéance du 1^{er} janvier 2026, l'exploitant doit engager les travaux nécessaires pour équiper de capteurs la zone de stockage des GPL en réservoir qui peut être à l'origine de phénomènes dangereux hors site selon l'étude de dangers. L'objectif de cette prescription est de détecter au plus tôt une fuite de GPL au niveau du stockage et de donner l'alerte en temps réel y compris en heure non-ouvrée afin de garantir une intervention des personnels d'astreinte en moins de 30 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56

Thème(s) : Risques accidentels, Utilités

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.

Constats :

L'exploitant n'a pas engagé de réflexions pour prendre en compte cette prescription.

Observations : Afin de respecter l'échéance du 1^{er} janvier 2026, l'exploitant doit définir les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt afin d'assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rex incident du 17/09/2023

Référence réglementaire : Autre du 19/09/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Rex incident

Prescription contrôlée :

Contexte : Forte pluie et maintenance de l'armoire électrique des pompes de relevage du puits. Mise en place de 3 pompes de secours mais 2 défaillantes pendant l'intervention.

Engagement de l'exploitant : Amélioration du processus de définition du mode dégradé en cas de maintenance

Constats :

L'exploitant a engagé un travail d'identification des équipements et installations qui nécessitent la mise en place d'un permis de travail pour tous travaux de maintenance ou de modification dans

le cadre du retour d'expérience de l'évènement du 17 septembre 2023. Il a prévu de formaliser cette démarche d'une procédure.

Observation : L'exploitant doit transmettre la procédure relative à la gestion des permis de travail pour les interventions sur les équipements et installations qu'il aura identifiées.

Type de suites proposées : Sans suite